

“ L'ADN de l'association veut que tous les métiers puissent être représentés ”



Entretien avec
EMMANUEL SQUINABOL
Président, **PRÉVENTION
& RETOURNEMENT**



et
PAOLO ZOPPI
Vice-Président, **PRÉVENTION
& RETOURNEMENT**



et
BERNARD BOUQUET
Vice-Président, **PRÉVENTION
& RETOURNEMENT**

Fondée en 2004, l'association d'origine lyonnaise fédère autour d'elle de nombreux professionnels du restructuring. Ce début d'année a été marqué par le passage de témoin à la tête de Prévention & Retournement, Emmanuel Squinabol ayant succédé à Guillaume Requin. L'occasion de revenir sur la genèse et les projets de l'association avec son président, Emmanuel Squinabol, et ses vice-présidents Paolo Zoppi et Bernard Bouquet.

DÉCIDEURS. Pourquoi avoir créé l'association « Prévention & Retournement » regroupant des professionnels spécialisés dans la prévention et le traitement des entreprises en difficulté ?

Emmanuel Squinabol. L'association est née il y a une douzaine d'années sous l'impulsion de quelques professionnels de l'entreprise en difficulté afin de commencer à structurer une profession qui en était à ses débuts. L'objectif principal était de proposer un lieu d'échange où ces professionnels pouvaient mettre en commun leurs compétences et expériences dans le but de s'enrichir les uns et les autres de leurs savoirs respectifs afin d'apporter aux entreprises une compétence pluridisciplinaire. L'association Prévention & Retournement a été pionnière en région Rhône-Alpes et plus globalement en province.

Bernard Bouquet. C'est une vraie aubaine ! Le milieu du restructuring est un petit monde. L'association fonctionne comme un cénacle, un lieu de discussions et de débats, qu'ils soient techniques ou non. C'est une initiative bénéfique puisqu'elle nous permet d'échanger sereinement. En nous côtoyant, nous capitalisons sur l'avenir : nous avancerons d'autant mieux et facilement sur nos prochains dossiers que nous nous connaissons.

Quel est le rôle de l'association ?

E.S. L'association fédère désormais une centaine de professionnels du restructuring qui se retrouvent une fois par mois afin d'échanger sur des sujets techniques présentés, soit par un membre de l'association, soit par un intervenant extérieur. Par ailleurs, chaque membre peut être à l'initiative d'une commission de travail traitant d'un thème spécifique. A l'issue de leurs travaux, qui se déroulent en général sur une année, les membres de la commission présentent leurs conclusions à l'ensemble des membres de

l'association. Ce moment est particulièrement enrichissant car nous sommes tous confrontés aux mêmes problématiques.

Paolo Zoppi. L'association constitue un véritable carrefour de spécialistes fédérés autour de l'affaire en difficulté. Chacun met en commun son savoir et son point de vue pour faire évoluer l'acception que l'on a de la prévention et du retournement, y compris auprès des chefs d'entreprise. D'ailleurs, ce travail de pédagogie auprès de ces derniers constitue l'une de nos missions principales. Il faut les rassurer. La saisine du tribunal est encore trop souvent perçue comme synonyme de dessaisissement, de sanction, de dépossession. À nous de leur rappeler qu'au contraire, le magistrat est lui-même un chef d'entreprise, élu par ses pairs, qui pourra leur exposer les différentes options envisageables pour redresser la barre. Il nous faut davantage faire entrer la prévention des difficultés dans les mœurs.

« Il nous faut davantage faire entrer la prévention des difficultés dans les mœurs »

B.B. Pour revenir sur les commissions, l'un des autres grands chantiers de l'association est d'établir un panorama des pratiques des tribunaux de commerce de la région marseillaise en matière de prévention des difficultés et de procédures collectives.

Quels sont les métiers qui y sont représentés ?

E.S. L'ADN de l'association veut que tous les métiers puissent être représentés. Nous avons parmi nos membres des administrateurs judiciaires, des mandataires judiciaires, des avocats, des conseils financiers

intervenant aux côtés des actionnaires mais également aux côtés des salariés, des banquiers « affaires spéciales » et des banquiers « judiciaires », des managers de transition, des assureurs crédits, etc. Nous accueillons tous les professionnels, qu'ils exercent en libéral ou qu'ils soient membre d'une structure internationale. L'importance du cabinet n'est pas un critère pour devenir membre !

P.Z. Le restructuring est un droit propre qui s'appuie sur un certain nombre de droits spécifiques, notamment le droit social, toujours plus complexe. Il est primordial de s'entourer de tous les métiers amenés à intervenir pour mieux comprendre les situations de chacun. Nous ne sommes pas dans une logique d'affrontement : on ne discute pas d'un dossier dans lequel nous aurions des intérêts conflictuels mais nous débrieffons un dossier après coup.

« Les organisations professionnelles et ordinales des professions auxquelles nous appartenons peuvent se faire l'écho de nos propositions auprès des pouvoirs publics et de la Chancellerie »

L'association a-t-elle vocation à grandir, à se développer dans d'autres régions ?

E.S. D'origine lyonnaise, l'association Prévention & Retournement s'est installée avec succès à Marseille il y a près de deux ans. Désormais, les membres marseillais représentent près du tiers de l'effectif de l'association. Nous avons également la volonté de nous implanter à Bordeaux et nous sommes en cours de réflexion pour Montpellier.

Le monde du restructuring est sans cesse influencé par de nouvelles pratiques ou de nouvelles dispositions réglementaires. L'association a-t-elle vocation à peser sur le débat ?

E.S. Nous y travaillons ! Avec notre développement, nous espérons devenir représentatifs et ainsi jouer à l'avenir un rôle décisif.

P.Z. Grâce à nos réflexions et nos échanges sur des cas concrets, notamment au sein de commissions, chaque spécialiste échange sur ses expériences et ses difficultés éventuelles. L'idée est de devenir une force de propositions soit à travers notre association soit à travers nos organismes professionnels respectifs.

B.B. Nous pouvons faire évoluer les choses. En tant qu'acteurs principaux des procédures collectives, nous sommes en contact permanent avec les tribunaux, qui nous écoutent. De là à être entendus... Le temps le dira. Au niveau national, nous pouvons avoir une influence « par capillarité ». Les organisations professionnelles et ordinales des professions auxquelles nous appartenons peuvent se faire l'écho de nos propositions auprès des pouvoirs publics et de la Chancellerie. À nous de nous entendre pour porter un message commun. C'est là que notre crédibilité réside.

L'ordonnance du 12 mars 2014 avait introduit le « prepack cession ». Trois ans après quel bilan dressez-vous de ce dispositif ?

E.S. Cette loi n'a finalement fait qu'officialiser une pratique qui existait déjà ! Le bilan est plutôt positif au sein des tribunaux les plus importants. Toutefois, nous constatons que sur le terrain, il y a encore de vraies disparités d'un tribunal à l'autre. Afin d'accompagner ses membres concernant cette pratique, Prévention & Retournement a mis en place une commission de travail permettant d'établir une cartographie des pratiques des différents tribunaux de commerce. Cette commission sera donc très précieuse pour analyser les pratiques et usages locaux ainsi que les réussites du prepack.

« Nous avons mis en place une commission de travail permettant d'établir une cartographie des pratiques des différents tribunaux de commerce »

P.Z. Le prepack cession est un outil extraordinaire ! Mais, effectivement, il est nécessaire de l'améliorer puisque chaque président de tribunal de commerce semble en faire une application variable, notamment en termes de délai accordé aux pollicitants pour formuler des offres de reprise. En prorogeant ce délai, le magistrat entend s'assurer que le marché a été largement consulté pour éviter tout soupçon de collusion ou d'accord passé en catimini. Pourtant, en pratique, cette précaution est bien souvent inutile puisque le délai supplémentaire est trop court pour permettre à de nouveaux repreneurs intéressés de formuler des offres justes. Un ajustement des pratiques serait raisonnable. Nous pourrions formuler une proposition en ce sens au travers de l'association.

Propos recueillis par Aurélien Florin,
Sybille Vié

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE PRÉVENTION & RETOURNEMENT



Emmanuel Squinabol
Président



Paolo Zoppi
Vice-Président



Bernard Bouquet
Vice-Président



Jean-Louis flèche
Trésorier



Carole Dessus
Secrétaire



Didier Lapierre
Secrétaire adjoint



Eric Etienne-Martin



Bertrand de belval



Guillaume Requin



Antoine Torquebiau



Emmanuelle Lesieur



Philippe Perrin



Thierry Crassard



Victor chemineau

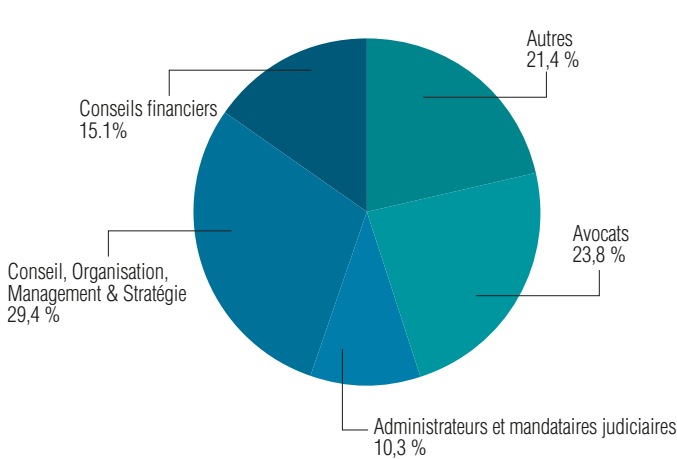


François Madinier
Président d'honneur

L'ASSOCIATION PRÉVENTION ET RETOURNEMENT EN CHIFFRES



RÉPARTITION PROFESSIONNELLE DES MEMBRES



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES MEMBRES

